

Après 5 années d'orientations budgétaires à la hausse, les collèges et les lycées sont à nouveau menacés : les 71 suppressions de postes dans notre académie à la rentrée prochaine traduisent des choix politiques en opposition avec l'intérêt du service public et les besoins des établissements.

En plus de la suppression de 20% des places aux concours, de 2600 supports stagiaires eu niveau national, différents chantiers de « réformes » en cours préfigurent mal de ce que sera l'ambition éducative de ce gouvernement. 50000 postes doivent être supprimés dans la fonction publique d'état au cours du quinquennat. Les orientations actuelles montrent déjà quel sera le tribut payé par le 2<sup>nd</sup> degré.

Faisons le point !

N'acceptons pas la baisse de nos rémunérations. Le SNES et la FSU souhaitent une action forte dans la fonction publique



## PREPARATION DE LA RENTREE 2018 : -71 POSTES POUR LES COLLEGES ET LES LYCEES. QUELLES CONSEQUENCES ?

### Public-privé

- Sur les 3 dernières années, les effectifs des établissements privés se sont accrus de 4% quand ceux du public baissaient de 4%, dans un contexte pourtant difficile économiquement pour les familles
- Si le taux de scolarisation de 2013 dans les collèges privés avait été maintenu, ce sont près de 650 élèves en plus qui auraient été scolarisés dans les collèges publics. La concurrence du privé a fait disparaître l'équivalent d'un gros collège public à la rentrée !

### Rentrée 2018 dans les collèges

- Les effectifs vont augmenter de près de 200 par rapport aux prévisions de la rentrée dernière mais les taux d'encadrement vont diminuer. Les dotations en heures postes vont baisser dans de nombreux établissements annonçant le retour des suppressions de postes.
- Augmentation des heures supplémentaires (+1,5%)
- Diminution (-15% !) du nombre d'IMP indemnisant des missions particulières : l'école de la confiance de Blanquer, c'est le travail gratuit ?

### Rentrée 2018 dans les lycées

- Baisse importante des dotations entraînant des suppressions de postes (mesures de carte scolaire ou non remplacement des départs en retraites)
- Et dans votre établissement ? Prenez contact avec les sections départementales ou académique pour que la situation de votre établissement soit défendue dans les instances

## Parcoursup

Le système ABP a vu apparaître ces dernières années un tirage au sort inacceptable. Ce dernier était lié à l'insuffisance des ouvertures de places en université (808000 demandes en 2017 pour 654000 places proposées). Face à ce scandale, le gouvernement a préféré mettre en place un nouveau système qui au lieu de créer un nombre suffisant de places en université, mettra en œuvre un processus de sélection à l'entrée de l'université alors qu'elle offrait jusqu'à présent l'accès à tous les bacheliers, le bac étant le premier grade universitaire.

### ***Ce que propose le SNES-FSU***

***Dans les prochaines années, les effectifs en licence continueront d'augmenter d'environ 40 000 étudiants par an. Il n'y a pas besoin de changer la Loi pour les accueillir à l'université, il y a besoin de revoir les capacités d'accueil et d'améliorer le taux d'encadrement pour faire réussir tous les élèves. Or les fonds débloqués pour le quinquennat, 500 M€, correspondent à ce qu'il faudrait investir chaque année pour seulement maintenir les conditions d'encadrement actuelles, lesquelles sont déjà fort dégradées. La FSU demande le doublement de recrutement de PSYEN pour permettre le déploiement de toutes leurs missions.***

### ***Pour agir et préparer les mobilisations***

→ Campagne de pétitions  
Le Bac a du sens

<http://pétitions.snes.edu/index.php?petition=38>

PETITION CONCOURS

<https://www.snes.edu/Petition-Augmenter-les-postes-aux-concours.html>

→ Pour s'informer, débattre, agir  
Campagne d'heures mensuelle d'information syndicale systématique en janvier pour faire le point sur la préparation de la rentrée et les réformes en cours : vous pouvez solliciter l'aide des sections départementales ou académiques

## Réforme du BAC - Lycée

Sur le lycée et le BAC, Pierre Mathiot doit rendre son rapport fin janvier. Les retours des différentes auditions confirment les inquiétudes : la limitation du nombre d'épreuves terminales (4) comme le recours accru au contrôle continu articulé avec un lycée modulaire, constituent de véritables dangers. Les enseignements seraient organisés sur un semestre et non plus sur l'année avec 27h hebdomadaires pour les élèves. On imagine les économies en termes d'emplois. Les disciplines seraient organisées autour d'un tronc commun, et/ou classées en majeures ou mineures, ce qui ne manquerait pas de renforcer la hiérarchisation entre elles et de créer des disparités d'offres pour les élèves et d'emploi pour les enseignants.

### ***Ce que propose le SNES-FSU***

***Le SNES défend pour sa part un examen terminal, national et anonyme qui permet de limiter les inégalités territoriales, et garantit l'équité de traitement de tous les candidats.***

***Les épreuves peuvent être revues pour être mieux adaptées. Les séries doivent permettre une spécialisation progressive en combinant culture commune large et une formation spécialisée.***

### **→ Nos stages syndicaux :**

**15 janvier**, Chalon : Nos carrières avec PPCR, nos droits et statuts

**1<sup>er</sup> février**, Dijon : Enseigner les langues vivantes au collège et au lycée

**7 février** : expression nationale et académique sur la rentrée et les réformes

**8 février**, Dijon : Agir collectivement pour faire face aux pressions hiérarchiques

**15 mars**, Dijon : **stage TZR : connaître et défendre ses droits**

### **→ Et nos carrières ?**

Les élus du SNES-FSU sont résolument engagés auprès des collègues : formation des commissaires paritaires aux nouveautés du PPCR, accompagnement et conseils pour les rendez-vous de carrière, suivi individuel pour la classe exceptionnelle.

Calendrier des instances préparation la rentrée

21	19/1
58	A préciser
71	26/1
89	6/2